

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/GC/M/37

30 mars 1999

(99-1280)

Conseil général
8 mars 1999

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION

tenue au Centre William Rappard
le 8 mars 1999

Président: M. Ali Mchumo (Tanzanie)

1. Mesures commerciales prises par les États-Unis le 3 mars 1999 contre les importations en provenance des Communautés européennes (WT/GC/20)

Le Président a indiqué qu'il avait convoqué cette réunion extraordinaire du Conseil général à la demande des Communautés européennes conformément à l'article 2 du Règlement intérieur du Conseil général, en vertu de laquelle des réunions du Conseil général peuvent être convoquées sur préavis inférieur à dix jours pour examiner des questions présentant une importance ou une urgence particulière à la demande d'un Membre ayant l'appui de la majorité des Membres. Il a attiré l'attention de l'assistance sur la communication des Communautés européennes faisant l'objet du document WT/GC/20.

Le Directeur général a souligné la place essentielle prise par le Mémoire d'accord sur le règlement des différends dans la vie de l'Organisation et sa contribution au développement harmonieux du système commercial multilatéral, responsabilité incombant, a-t-il ajouté, à tous les Membres. La question de la banane avait été, et demeurerait, un problème difficile et complexe. Son issue n'était qu'une affaire de quelques semaines. Le système fondé sur des règles fonctionnait, et continuerait de fonctionner, même s'il se prêtait à différentes interprétations sur certains points importants en rapport avec la question de la banane. Le chemin était tout tracé pour un règlement de ce différend par des voies légales, et il a recommandé aux Membres de le suivre. Il en était fait état dans la déclaration finale du Président de l'ORD du 29 janvier 1999, qui posait trois conditions importantes: premièrement, les deux parties devraient s'employer à trouver une solution convenue d'un commun accord à leurs problèmes, dans le cadre des consultations bilatérales conformément à l'article 4 du Mémoire d'accord. Cette proposition n'obéissait pas à un souci de procédure, mais était justifiée par la structure juridique même de l'OMC. La solution à un problème devait commencer par la recherche d'un accord mutuel et non par l'imposition de décisions à l'une ou l'autre partie. Il a invité ces dernières à redoubler d'efforts en ce sens. Deuxièmement, vu que les hypothèses à retenir pour appliquer des mesures compensatoires donnaient lieu à différentes interprétations - question relative aux articles 21:5 et 22 -, les mêmes personnes s'étaient vu confier la tâche d'arbitrer le litige concernant le niveau de la suspension et de déterminer si les nouvelles mesures des CE étaient conformes aux règles de l'OMC, ce qui serait chose faite dans quelques semaines. La preuve serait alors apportée de la crédibilité du système de l'OMC. Troisièmement, il convenait d'éclaircir les aspects systémiques des divergences existant entre les deux parties au sujet du rapport entre les articles 21:5 et 22. L'examen de ces articles commencerait le 16 mars. Les Membres devaient tirer la leçon des événements en cours. D'autres problèmes délicats se poseraient dans l'avenir, qui revêteraient aussi une grande importance aux yeux du public et pour le système commercial. Il faudrait s'en occuper avec le plus grand soin pour éviter une situation qui mette le système en péril.

Toutes les parties à un différend devraient s'efforcer de trouver une solution dans le cadre des règles et des procédures de l'OMC. Le vrai problème n'était pas la crédibilité du système de règlement des différends. Celui-ci était en mesure d'apporter une réponse légale aux différends qu'on lui soumettait, et il continuerait de le faire. En revanche, la crédibilité de ses utilisateurs serait fortement compromise s'ils ne se conformaient pas à la lettre et à l'esprit du système, lequel visait par dessus tout à aboutir à des règlements mutuellement acceptables.

En réponse au premier point soulevé par le Directeur général, le représentant des Communautés européennes a déclaré que les deux parties poursuivaient effectivement leurs consultations bilatérales. Concernant les raisons de la réunion, il a ajouté que les Communautés européennes étaient confrontées au fait qu'un Membre principal de l'OMC avait décidé de défier les règles et les procédures de l'Organisation et avait agi en faisant preuve d'un mépris flagrant pour ses obligations fondamentales. Le 3 mars, le Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales avait annoncé que son pays avait pris des mesures de rétorsion à l'encontre de produits importés des CE représentant une valeur supérieure à 500 millions de dollars EU en alléguant que le régime communautaire d'importation de bananes n'était pas conforme à certaines recommandations et décisions de l'ORD. Bien que présentées comme étant provisoires en attendant la décision finale des arbitres dans cette affaire, ces mesures étaient aussi dommageables pour les exportations des CE que si on leur avait appliqué immédiatement des droits de 100 pour cent. En effet, les CE avaient cessé d'exporter ces produits. Dans un communiqué de presse diffusé par le Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales, on pouvait lire que ces mesures étaient bien prises, et que les importateurs réagissaient en arrêtant leurs achats sur-le-champ. Ces mesures étaient illégales et inacceptables. Les États-Unis n'avaient reçu aucune autorisation de l'ORD pour agir de cette façon, et la preuve d'un non-respect des règles par les CE n'avait été apportée par aucune procédure de l'OMC. Il convenait donc de considérer que les États-Unis avaient agi en dehors des règles et procédures de l'OMC, et donc d'une manière totalement unilatérale. S'ils avaient attendu une décision finale des arbitres - soit environ trois semaines -, les États-Unis auraient pu prendre des mesures conformes à cette décision, à supposer qu'un non-respect des règles ait été prouvé et que des mesures de rétorsion aient été jugées nécessaires. Pour gagner quelques semaines, les États-Unis avaient passé outre au Mémorandum d'accord et avaient pris des mesures qui, s'ils ne les levaient pas rapidement, mettraient en danger le fondement multilatéral du Mémorandum d'accord convenu lors du Cycle d'Uruguay. Les Communautés européennes demandaient au Conseil général de se pencher sur cette grave question, et aux Membres d'adopter une position indiquant clairement aux États-Unis que leurs mesures n'étaient ni autorisées ni légales, qu'elles étaient dénoncées à cause de leur caractère unilatéral et qu'ils devraient les lever en attendant la fin de la procédure d'arbitrage en cours. En bref, il faudrait demander aux États-Unis de respecter leurs obligations au titre de l'article 22:6 du Mémorandum, aux termes duquel "les concessions ou autres obligations ne seront pas suspendues pendant l'arbitrage".

Le délégué s'est reporté à des observations récentes du Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales, selon lesquelles, à quatre reprises, les CE n'avaient pas eu gain de cause dans l'affaire concernant leur régime d'importation des bananes et avaient refusé de suivre les règles de l'OMC, et que les États-Unis, comme ils en avaient le droit dans le cadre de l'OMC, prendraient des mesures appropriées contre les CE ou contre tout autre pays qui ne se conformerait pas à des décisions d'un groupe spécial (soulignement ajouté). Les États-Unis déclaraient la guerre à tous les Membres qu'ils jugeaient irrespectueux des règles, en se prévalant des droits qu'ils détenaient, mais au mépris de leurs obligations. Cela n'était pas acceptable dans un système fondé sur des règles. Les États-Unis avaient présenté l'affaire avec parti pris et de manière fallacieuse. Ils avaient négligé, par exemple, de dire que chacun des quatre groupes spéciaux avait examiné un régime d'importation des bananes différent et que, chaque fois, les CE s'étaient employées à modifier les pratiques qui avaient été condamnées. Dire, comme les États-Unis l'avaient fait, que les CE avaient refusé de se conformer aux règles de l'OMC, c'était déguiser la vérité et ne pas reconnaître les modifications apportées. Comparativement aux États-Unis, les CE se trouvaient devant une tâche

beaucoup plus difficile, en ce sens qu'elles devaient respecter leurs obligations contractuelles envers tous les Membres de l'OMC, y compris les exportateurs de bananes sud-américains, mais aussi les obligations découlant du traité signé avec les pays ACP. Les États-Unis n'avaient à défendre que les intérêts d'une seule compagnie. Les CE se plieraient aux résultats de la procédure de règlement du différend en cours quant à la question de savoir si elles s'étaient ou non conformées aux règles de l'OMC, et elles suivraient la moindre des recommandations formulées. On pourrait supposer que, en parlant de "mesures appropriées", les États-Unis envisageaient une action unilatérale s'ils le jugeaient nécessaire. Qu'ils le veuillent ou non, les Membres se trouvaient devant la perspective d'un précédent qui influencerait sur le règlement des futurs différends. Le délégué a appelé les Membres à dire clairement que des mesures commerciales unilatérales comme celles qu'imposaient les États-Unis n'étaient jamais justifiées, et qu'elles n'étaient ni légales, ni acceptables.

L'OMC avait été conçue comme un système fondé sur des règles, avec tout ce que cela comportait de certitude et de prévisibilité. En d'autres termes, les Membres avaient accepté la logique de la mondialisation et avaient décidé, dans leur intérêt à tous, de céder une part de leur souveraineté au profit d'un système commercial légal supranational. Ce principe était reconnu par les États membres des CE et par d'autres pays qui avaient convenu de mener une politique commerciale commune au sein d'unions douanières. Les gouvernements devaient poursuivre leurs efforts pour expliquer en quoi les Accords de l'OMC en général, et le Mémoire d'accord en particulier, tout en limitant la liberté d'action de chaque Membre, constituaient un mécanisme de règlement des différends commerciaux d'un type nouveau mais qui excluait le recours à une action en justice et à des pressions collectives et multilatérales des pairs, et exigeait que chaque Membre soit prêt à remplir ses obligations. On attendait trop du système, qui voulait que les obligations respectives des Membres soient exécutées avec prudence et sans précipitation.

La représentante des États-Unis a remercié le Directeur général de ses observations dans lesquelles elle a vu la volonté de rapprocher les deux parties. Elle a admis qu'il incombait aux parties de chercher une solution convenue d'un commun accord. C'est ce que les États-Unis avaient fait, et ce qu'ils continueraient de faire. Malheureusement, ces efforts n'avaient pas encore abouti. Les États-Unis étaient d'accord pour que l'on revoie les articles 21:5 et 22. Sa délégation avait demandé une clarification et une amélioration de ces propositions quelques mois plus tôt, et elle continuerait d'œuvrer à un réexamen du Mémoire. Les États-Unis étaient impatients de recevoir le rapport final des arbitres, qui devait être distribué dans les prochaines semaines au dire du Directeur général. L'action des États-Unis en cours de discussion avait pour objet de garantir que les États-Unis pourraient mettre en œuvre la décision rendue par les arbitres, et cela comme si les arbitres l'avaient rendue dans le délai fixé par le Mémoire. Quand on l'avait interrogé sur ce différend, le Président des États-Unis avait répondu que, en fait, la question à l'ordre du jour n'était pas la banane, mais l'application des règles, et que l'on ne pouvait maintenir un système commercial ouvert - indispensable à la prospérité mondiale - sans respecter ces règles. C'est ce qu'avaient fait les États-Unis. La délégation de ce pays était frappée par le fait que les CE avaient sollicité la tenue d'un débat sur cette question au Conseil général tout en demandant que des consultations aient lieu au titre de l'article 4 du Mémoire. Un débat sur ce sujet était important pour préserver l'intégrité du système de règlement des différends, mais les CE n'avaient pas montré une confiance débordante à l'égard de ce système, vu qu'elles avaient porté l'affaire devant le Conseil général avant même de recourir au système de règlement des différends. La délégation des États-Unis craignait beaucoup qu'il se crée un précédent, qui permettrait à un Membre de demander la tenue en urgence d'une réunion du Conseil général, en plus de consultations, chaque fois qu'il trouverait à redire aux actes d'un autre Membre. Si les CE contestaient aux États-Unis le droit de retarder les liquidations en douane - c'est-à-dire de ne pas imposer de droits supplémentaires -, elles pouvaient simplement suivre la procédure habituelle prévue par le Mémoire. C'était la deuxième fois en 1999 que les CE avaient demandé une réunion du Conseil général pour accuser les États-Unis de manquer à leurs obligations au regard de l'OMC. La véritable raison de la réunion, c'était que les CE n'avaient pas réussi, pour les importations de bananes, à instaurer dans un délai raisonnable un régime conforme

aux dispositions de l'OMC, et qu'elles ne respectaient simplement ni l'esprit ni la lettre du système de règlement des différends. Un mois plus tôt, les CE avaient essayé de bloquer l'adoption de l'ordre du jour d'une réunion de l'ORD en présentant une motion d'ordre pour empêcher cet organe de faire son travail et en janvier, curieusement, elles avaient demandé l'établissement d'un groupe spécial contre leurs propres intérêts. Les CE s'étaient placées au-dessus du Mémoire en n'appliquant pas dans le délai raisonnable fixé les recommandations et les décisions de l'ORD concernant le régime applicable aux bananes, et elles avaient imprudemment cherché à faire régler le différend en cours par un vote du Conseil général. Elles avaient demandé antérieurement au Conseil général de donner une interprétation autorisée du Mémoire par un vote, ce qui aurait eu pour effet d'aller à l'encontre des dispositions de l'Accord sur l'OMC concernant les amendements et de nécessiter une révision de l'article 22. Cet article était un élément essentiel du Mémoire parce qu'il obligeait les Membres à mettre en œuvre les conclusions des procédures de règlement des différends même si elles ne leur convenaient pas. Les délais prévus à l'article 22 étaient nécessaires pour limiter le temps au-delà duquel la partie plaignante ne devait plus pâtir d'une annulation ou d'une réduction d'avantages sans possibilité de réparation ni de recours. Les CE n'étant pas parvenues à instaurer pour les importations de bananes un régime conforme aux règles de l'OMC, les États-Unis pouvaient parfaitement se prévaloir de l'article 22. Vu que les arbitres n'avaient pas réussi à terminer leur travail dans les délais clairement définis à l'article 22, les États-Unis étaient aussi en droit de recourir à la possibilité de suspendre des concessions dès le 3 mars. La représentante a précisé que la décision prise par les États-Unis le 3 mars n'était pas en soi une suspension de concessions puisque les droits de douane n'avaient pas été relevés. Les États-Unis avaient simplement voulu préserver leur droit de relever les droits le 3 mars en fonction de l'issue de la procédure d'arbitrage. Si les CE étaient convaincues que la décision des arbitres leur serait favorable, elles devaient encourager leurs exportateurs à poursuivre leurs livraisons aux États-Unis. La représentante a réaffirmé que les États-Unis se conformeraient à la décision des arbitres.

Concernant l'intention des CE de diffuser ce qu'elles prétendaient être un document officiel des États-Unis, elle a demandé ce qui pouvait motiver un Membre de l'Organisation à distribuer ce qui était manifestement un projet de document interne d'un autre Membre que l'on ne pouvait attribuer à quelque autorité ou organisme. Voilà qui n'était ni plus ni moins qu'une manœuvre de diversion de la part des CE. En réponse aux CE lorsqu'elles affirmaient dans leur communication (WT/GC/20) que les Membres avaient trop investi dans le système de règlement des différends pour le laisser succomber à une action unilatérale, elle a demandé ce que les CE avaient investi. Les États-Unis avaient mis pleinement en œuvre trois recommandations de l'ORD qui leur étaient contraires et ils s'approprièrent à en mettre en œuvre une quatrième. D'autres, en dehors des CE, en avaient fait de même. Les CE, en revanche, s'étaient placées au-dessus du système de règlement de l'OMC en se refusant à suivre le mouvement et en essayant de recourir abusivement aux procédures prévues par le Mémoire. En ce qui avait trait aux questions soulevées par plusieurs délégations, la déléguée a indiqué qu'il était faux que, dans le régime d'importation normal des États-Unis, les importateurs avaient droit à une liquidation en douane immédiate. La procédure normale interdisait aux douanes américaines de liquider des dédouanements avant un délai de 314 jours, et de 365 jours pour les importateurs. Aucun Membre de l'OMC n'avait jamais remis en question cette pratique. La suspension des liquidations en douane décidée par les États-Unis avait pour objet de garantir qu'aucun des produits sélectionnés en provenance des CE ne serait dédouané avant les 314 jours suivant son entrée, conformément à la pratique normale et aux obligations réglementaires des services douaniers. Concernant l'obligation de verser un cautionnement, les douanes américaines l'appliquaient à toutes les entrées et étaient habilitées à vérifier dans tous les cas si le cautionnement versé était suffisant. Le cautionnement couvrait le paiement des éventuels droits supplémentaires à acquitter ultérieurement. Comme tel ou tel produit sélectionné pouvait être assujéti à des droits de 100 pour cent à l'issue de la procédure d'arbitrage, les services douaniers réexamineraient le cautionnement versé et exigeraient un supplément ou un cautionnement complémentaire pour les importations du produit sélectionné conformément à la pratique normale et comme ils en avaient le droit. Quant à la question de savoir si, comme les CE le prétendaient, la suspension des liquidations ou la demande d'un supplément ou d'un

cautionnement complémentaire mettrait fin aux importations des produits sélectionnés, il convenait de la soumettre aux importateurs. Si, comme elles le répétaient, leur régime d'importation applicable aux bananes était compatible avec les règles de l'OMC, les CE n'avaient pas à s'inquiéter d'une obligation éventuelle d'acquitter les droits retenus. Les CE avaient demandé l'ouverture de consultations concernant la suspension des liquidations en douane décidée par les États-Unis, et ces derniers s'efforceraient de répondre à toute demande raisonnable de renseignements factuels à ce sujet. En réponse à une délégation qui avait déclaré qu'il ne restait plus que deux semaines aux États-Unis pour se mettre en règle avec le Mémorandum, la représentante a indiqué que les arbitres avaient été incapables de respecter le délai prévu par le Mémorandum, ce qui avait conduit les États-Unis à exercer leurs droits et à suspendre les liquidations. La décision qu'ils avaient prise donnait du temps aux arbitres, tout en permettant aux États-Unis de préserver leurs droits en la matière. Les États-Unis avaient agi avec une extrême modération. Cette affaire était l'aboutissement de plus de sept ans de négociations portant sur un seul régime d'importations. Les États-Unis s'étaient montrés patients, et des droits supplémentaires ne seraient imposés que si les arbitres en décidaient ainsi.

La représentante a conclu que les Membres n'avaient cessé de se réunir à la demande des CE pour entendre leurs griefs face aux menaces que le comportement des États-Unis faisait peser sur le système. Dans cette affaire, essentiellement attribuable au fait que les CE n'avaient pas rempli leurs obligations envers l'OMC pendant une bonne partie de la décennie, et où les CE n'avaient même pas eu la correction d'informer les États-Unis de leurs plans de mise en œuvre pendant les 15 mois, l'esprit procédurier que les CE n'avaient cessé de manifester n'abusait plus personne. Les CE avaient utilisé toutes les tactiques et toutes les voies possibles pour ne pas passer à la phase de mise en œuvre et pour retarder les choses. En agissant de la sorte, elles s'étaient montrées prêtes à mettre dangereusement en péril le système de l'OMC fondé sur des règles. Il eut mieux valu que les CE emploient leurs ressources à élaborer un régime conforme aux dispositions de l'OMC pour régler le différend sur la banane. Le fait que les CE trouvent subitement qu'il y avait urgence en la matière après avoir passé outre à leurs obligations à l'égard de l'OMC et bloqué les échanges pendant des années ne manquait pas de sel.

La représentante de Sainte-Lucie a déclaré que le Directeur général avait indiqué que le différend sur la banane serait réglé dans quelques semaines, que les problèmes systémiques posés par le rapport entre les articles 21:5 et 22 seraient étudiés, et que les deux parties poursuivaient leurs consultations bilatérales. Il était clair qu'un Membre ne pouvait suspendre des concessions qu'avec l'autorisation de l'ORD. Elle a rappelé la déclaration faite par le Président de l'ORD le 29 janvier, selon laquelle une demande d'arbitrage au titre de l'article 22:6 signifierait que l'ORD ne pourrait donner son aval à une suspension de concessions à cette réunion et que, une fois diffusée la décision rendue par les arbitres, une nouvelle demande de suspension de concessions pourrait être adressée à l'ORD. Or, la décision rendue par les arbitres n'avait pas été diffusée. L'ORD n'avait manifestement pas autorisé la suspension de concessions par les États-Unis. La décision prise par ceux-ci de suspendre les liquidations en douane, ajoutée à l'annonce du projet d'application rétroactive de droits de 100 pour cent, constituait *de facto* une suspension de concessions qui contrevenait à l'Accord sur l'OMC. Elle introduisait dans les échanges entre les États-Unis et les CE une certaine incertitude qui agissait comme un frein sur les importations de produits communautaires. La survie de l'économie de son pays dépendait de l'issue du différend sur la banane. Il était toutefois important que tous les Membres de l'OMC condamnent la décision américaine comme étant un précédent inacceptable dans la conduite des affaires économiques et que l'on dise bien clairement que le recours à des mesures unilatérales n'était jamais légitime ni justifié et était illégal. La question avait été posée de savoir s'il convenait de convoquer en urgence le Conseil général chaque fois qu'un Membre avait un différend, surtout lorsque des consultations étaient en cours. La réponse était qu'il importait de prendre en compte les avis exprimés à cette tribune pour aboutir à un compromis. Le Conseil général était tout désigné pour étudier des questions fondamentales d'ordre systémique et pour entendre le point de vue des Membres.

Le représentant du Canada a jugé important que les Membres aient le droit de demander que le Conseil général se réunisse pour traiter de questions urgentes ou importantes touchant leurs intérêts, et a estimé qu'une procédure plus claire s'imposait à cet égard. La déclaration du Directeur général était raisonnable et allait dans le bon sens. Il importait de réfléchir à cette question dans un esprit aussi positif que possible. Le Canada appuyait la recommandation du Directeur général, qui ne visait pas une partie en particulier, mais toutes les parties à ce différend, et qui, au-delà du différend immédiat, concernait la façon dont les Membres devaient agir dans le cadre du système de règlement des différends et à l'OMC. Il convenait aussi que les parties essaient de trouver en l'espèce une solution qui permette aux Membres de s'occuper des autres tâches importantes qui attendaient l'Organisation, comme la préparation de la Conférence ministérielle et l'examen de demandes d'accession importantes. Le point de vue du Canada sur cette affaire avait été exposé lors de la réunion du 15 février du Conseil général. Le Canada avait alors précisé qu'une décision unilatérale ne devait pas être prise au titre de l'article 22 avant toute constatation multilatérale au titre de l'article 21. L'intervenant a réaffirmé qu'il était nécessaire de clarifier ces dispositions le plus vite possible pour qu'il n'y ait plus aucun doute à l'avenir sur la façon de traiter ce genre de différend. Le Canada était disposé à travailler avec les autres Membres pour trouver une solution à ce problème en général avant que l'on ait terminé le réexamen du Mémoire d'accord à la fin de juillet. Concernant la suspension des liquidations en douane et la question de savoir s'il s'agissait d'une mesure prise par les États-Unis, il a déclaré qu'elle avait apparemment eu un effet, et que plusieurs critères permettaient de conclure par l'affirmative. Cependant, le Conseil général n'était pas le cadre tout désigné pour examiner les subtilités juridiques de cette question.

Pour le représentant de la Dominique, si cette question était complexe, c'était en partie parce que le régime d'importation des CE applicable aux bananes n'avait pas été conçu entièrement et exclusivement selon les règles du GATT/de l'OMC. Il s'agissait d'un arrangement qui s'expliquait par la Convention de Lomé et qui avait été intégré dans les règles de l'OMC au moyen d'une dérogation qui avait été adoptée par consensus. Celle-ci prévoyait que, dans le cadre du système de l'OMC, la Dominique et les autres producteurs ACP pouvaient bénéficier d'un accès et d'avantages correspondant au niveau de leurs meilleures ventes réalisées avant 1991. Mais transposer cette disposition en un mécanisme facilement applicable dans le contexte de l'OMC n'était pas chose simple. Le respect des principes du droit était essentiel à l'existence du degré de confiance élevé qui était nécessaire pour trouver une solution durable à ces questions. Actuellement, les principes du droit étaient énoncés dans le Mémoire d'accord, notamment aux articles 21 et 22. La Dominique était d'accord avec les CE pour que la question soit portée devant le Conseil général. Mettre en cause la crédibilité du Mémoire, c'était mettre en cause le système de l'OMC même, et la délégation de la Dominique s'associait à celle de Sainte-Lucie. Le cœur du débat en cours, c'était le sens donné aux articles 21 et 22. La dernière phrase de l'article 22:6 stipulait que "les concessions ou autres obligations ne seront pas suspendues pendant l'arbitrage". Les mesures prises par les États-Unis étaient manifestement incompatibles avec l'article 22:6. Sur le fond, il s'agissait de défendre les principes du droit pour que les pays incapables de recourir à des mesures du type de celles prises par les États-Unis se sentent à l'aise dans un système qui préserve durablement leurs intérêts. Il était indispensable que la règle du droit continue à s'appliquer. Les mesures prises par les États-Unis auraient une incidence directe non seulement sur les CE mais sur l'avenir à long terme du régime applicable aux bananes dans le cadre de la Convention de Lomé, avec ce que cela impliquerait pour les investissements dans ce secteur en Dominique.

Le représentant du Japon a indiqué que les États-Unis avaient pris une mesure semblable en 1995 en établissant une liste de produits, en l'occurrence les voitures de luxe, qui seraient assujettis à des droits de 100 pour cent, et en suspendant les liquidations en douane des produits en question. Il s'en était suivi immédiatement un fléchissement des importations desdits produits aux États-Unis. Le Japon avait demandé l'ouverture de consultations au titre de l'article XXII:1 du GATT de 1994 au motif que les mesures appliquées par les États-Unis contrevenaient, entre autres, aux articles I^{er} et II du GATT de 1994 et à l'article 23 du Mémoire. Depuis, les États-Unis n'avaient recouru à

aucune mesure de ce genre et le Japon avait vu un signe encourageant dans le fait qu'ils respectaient le système de règlement des différends de l'OMC. C'est pourquoi le gouvernement japonais regrettait que les États-Unis aient décidé de suspendre, dès le 3 mars, les liquidations en douane pour les produits visés en provenance des CE, alors que l'OMC ne les avait pas autorisés à suspendre des concessions. Le Japon espérait que les deux parties régleraient ce différend à l'amiable, en conformité avec les règles de l'OMC.

Le représentant de la Hongrie, prenant la parole également au nom de la Bulgarie, de la République tchèque, de la Pologne, de la Roumanie, de la République slovaque et de la Slovénie, a jugé très préoccupant le fait, annoncé récemment, que les États-Unis avaient pris des "mesures douanières" à l'encontre des exportations des CE sous prétexte que ces dernières ne respectaient pas les décisions et recommandations formulées par l'ORD au sujet du différend sur la banane. Ces pays s'étaient joints à tous ceux qui approuvaient la déclaration faite par le Président de l'ORD le 29 janvier en faveur de la recherche d'un compromis, étant entendu que le différend en question serait résolu dans le cadre multilatéral de l'OMC. Déplorant cette situation, ils rappelaient aux parties concernées la responsabilité particulière qui était la leur en ce qui concerne l'avenir du système commercial multilatéral et les invitaient à tout faire pour régler leur différend dans le cadre de ce système.

Le représentant de Panama a souscrit sans réserve à la déclaration du Directeur général. Il a demandé si les CE demandaient que le Conseil général déclare inacceptable la décision des États-Unis. Il a rappelé que sa délégation avait déclaré, lors de la réunion informelle qui avait précédé la réunion en cours, qu'elle s'opposerait à la tenue de cette réunion si une mesure devait y être formellement décidée. Le Conseil général n'était pas le lieu approprié pour aborder la question soulevée par les CE. C'était au cours de consultations, ou dans le cadre d'un groupe spécial à créer ultérieurement, qu'il convenait de voir si la décision en cause était légale. La tenue de réunions extraordinaires en plus des réunions ordinaires ajoutait à la tâche déjà lourde de petites délégations comme celle du Panama. Les consultations sur ce sujet devaient être multilatérales et des pays exportateurs de bananes comme le Panama, sans l'accord desquels les choses risquaient de s'éterniser, devaient y participer; jusqu'à présent, les CE s'étaient contentées de paroles sur ce point. Leur délégation n'avait vu aucune urgence en la matière, jusqu'au jour où les CE avaient été directement touchées. Concernant la communication objet du document WT/GC/20, l'intervenant a indiqué que la restitution des cautionnements déposés était incertaine, qu'elle dépendrait entièrement des mesures que les CE prendraient ultérieurement.

Le représentant de la Corée a dit que sa délégation n'avait cessé d'encourager les deux parties à régler leur différend rapidement, et d'une manière conforme aux règles et disciplines de l'OMC. Or aucune solution n'avait encore été trouvée et la situation ne s'était pas améliorée malgré le temps et les efforts que tous les Membres de l'OMC avaient consacrés à cette affaire. La Corée regrettait qu'une mesure affectant les intérêts d'un Membre ait été prise sans l'autorisation de l'ORD et avant que les arbitres n'aient rendu une décision finale sur le niveau de suspension de concessions. La Corée ne souhaitait qu'une chose: sauvegarder le système commercial multilatéral, dont les fondements étaient soumis à une épreuve sans précédent. Ce différend mettait à rude épreuve le système de règlement des différends et mettait en péril la crédibilité de tout le système de l'OMC. La Corée exhortait de nouveau les deux parties à voir plus loin que leur simple intérêt national et à redoubler d'efforts pour trouver une solution pratique. Compte tenu des turbulences que connaissait l'économie mondiale et dans la perspective d'un nouveau cycle de négociations, les CE et les États-Unis devaient donner la preuve de leur esprit éclairé, ainsi qu'il seyait à de grandes puissances économiques.

Le représentant du Guatemala a regretté que l'examen de la question soumise au Conseil général n'ait pas pour but d'aboutir au règlement que les plaignants attendaient depuis de si nombreuses années. Bien que le délai raisonnable ait expiré le 1^{er} janvier 1999, chaque jour apportait son lot d'obstacles à la mise en œuvre, par les CE, des recommandations et décisions du groupe spécial et de l'Organe d'appel; le système de l'OMC était en crise. Cette question devait être replacée

dans le contexte de tous les différends que l'OMC était ou serait appelée à régler. Pour tout le monde, le problème était de savoir si les Membres étaient capables de se conformer aux règles et procédures négociées pour créer un système commercial qui préserve les droits et obligations découlant pour les Membres des accords conclus, et d'appliquer un système de règlement des différends sûr et prévisible. Depuis quelques mois, il semblait que le système ne soit efficace qu'en théorie, et qu'il soit toujours possible de reporter la mise en œuvre de décisions. Il convenait de se demander si le débat en cours avait une utilité ou s'il ne faisait que retarder les choses un peu plus. Les Membres se devaient d'agir dans l'intérêt du système en demandant aux CE de rendre leur régime d'importation des bananes conforme aux dispositions de l'OMC, seule façon de montrer qu'ils étaient capables de régler ce genre de différend. Cette affaire n'était pas du ressort du Conseil général. Des procédures précises avaient été prévues dans le Mémoire pour répondre à ce type de demande.

Le représentant de l'Inde a déclaré que la réunion avait été convoquée afin d'examiner un sujet très important pour le système, à savoir les mesures commerciales prises par les États-Unis le 3 mars à l'encontre des exportations des CE. Dans sa déclaration, le Directeur général avait clairement exhorté les deux parties à agir en conformité avec la lettre et l'esprit du système. L'Inde reconnaissait que le différend sur la banane était complexe et touchait aux intérêts vitaux de nombreux pays. Beaucoup de pays producteurs et exportateurs de bananes étaient directement concernés. Mais ce différend ne revêtait pas moins d'importance pour le reste des Membres, car il avait de graves incidences sur le système. Il fallait admettre que cette affaire créerait des précédents que l'on ne pourrait ignorer dans l'avenir. Lorsqu'elle avait été soumise à l'ORD, la question s'était posée de savoir si un Membre principal pouvait déterminer unilatéralement si les recommandations de l'ORD étaient respectées et, se fondant sur cette détermination, demander ensuite à l'ORD l'autorisation de suspendre des concessions. À l'époque, l'Inde avait déclaré que, en cas de désaccord sur l'existence ou la compatibilité avec un accord visé de mesures prises pour se conformer à des recommandations et décisions, il convenait de recourir à la procédure prévue à l'article 21:5 avant d'opter pour une suspension de concessions au titre de l'article 22:6. C'était un point de vue que presque tous les Membres avaient partagé. L'ORD avait trouvé un moyen de préserver la primauté du système commercial multilatéral tout en garantissant qu'il ne serait pas porté atteinte aux droits reconnus aux parties par le Mémoire. Une solution avait été trouvée en persuadant les CE de présenter une demande d'arbitrage au titre de l'article 22:6, avant que le groupe initial, engagé dans deux procédures au titre de l'article 21:5, n'ait rendu son verdict, et les États-Unis avaient fini par accepter que les mêmes personnes qui avaient composé le groupe spécial initial soient chargées d'arbitrer le niveau de la suspension. La coordination des travaux entre le groupe spécial et les arbitres leur appartenait. Quant à la décision prise par les États-Unis le 3 mars, il s'agissait manifestement d'une mesure qui avait un effet dommageable sur le commerce. L'intervenant a rappelé la déclaration faite par le Président de l'ORD le 29 janvier aux termes de laquelle une demande d'arbitrage présentée au titre de l'article 22:6 signifierait que l'ORD n'autoriserait pas une suspension de concessions à cette réunion. Les arbitres avaient demandé aux parties des informations supplémentaires et avaient indiqué qu'ils pensaient être en mesure de rendre une décision finale dans cette affaire après avoir analysé les informations en question. Il s'ensuivait donc que les arbitres n'avaient pas encore rendu leur décision finale. Selon l'article 22:6, des concessions ou autres obligations ne pouvaient être suspendues pendant un arbitrage. C'est pourtant ce que les États-Unis avaient fait le 3 mars. Les États-Unis semblaient reprocher aux arbitres de ne pas avoir rendu leur décision finale le 2 mars; or, il était clair que les arbitres avaient jugé impossible de se prononcer sans ces informations complémentaires qu'ils avaient demandées. Tous les rapports des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel n'étaient pas publiés dans le délai donné à titre indicatif. En outre, les États-Unis avaient déclaré ailleurs que la fixation d'un délai irréaliste pour le programme d'harmonisation risquerait de porter atteinte à la crédibilité du Comité des règles d'origine et de l'OMC. La délégation de l'Inde ne comprenait pas pourquoi, le différend ne datant pas d'aujourd'hui, les États-Unis n'avaient pu attendre quelques semaines de plus. Il apparaissait que les États-Unis avaient fait passer les prescriptions de leur propre législation avant les obligations qu'ils avaient contractées dans le cadre de l'OMC. Le système de règlement des différends devait être suffisamment solide pour dissuader les Membres de prendre des

mesures unilatérales, mais cela n'avait pas été le cas. L'Inde exhortait les États-Unis à se pencher sur cette dichotomie entre les obligations de leur législation nationale et celles relevant de l'OMC et à concevoir un système qui garantisse que les États-Unis se conformeraient à leurs obligations dans le cadre de l'OMC. Il semblait que, parmi les Membres de l'Organisation, une grande puissance commerciale prétendait avoir le droit de passer outre à ses obligations internationales pour assurer la primauté de sa législation nationale. Les États-Unis avaient déclaré que, si les CE étaient certaines de la conformité de leur régime d'importation des bananes aux règles de l'OMC, elles n'avaient rien à craindre de la mesure qu'ils avaient prise. Mais d'autres Membres avaient un intérêt dans cette affaire. L'intervenant a demandé ce qu'il en aurait coûté aux États-Unis d'attendre pendant quelques semaines de plus les déterminations au titre des articles 21:5 et 22. Il a rappelé que, dans le cadre de l'ancien GATT, il était déjà arrivé aux États-Unis de faire obstruction à des rapports de groupes spéciaux qui étaient contraires à leurs intérêts. Le Conseil général, instance suprême de l'OMC, pouvait assumer les compétences de n'importe quel organe de l'OMC, et il n'était pas inutile d'y examiner cette question. Les débats menés à l'ORD avaient permis aux Membres d'indiquer clairement leur position. C'est ce qui avait rendu possible la déclaration finale faite par le Président le 29 janvier. De même, la discussion en cours sensibiliserait les deux parties aux préoccupations des autres Membres. La mesure prise par les États-Unis le 3 mars, qui ébranlait les fondements mêmes du multilatéralisme, ne manquait pas d'inquiéter. L'OMC était condamnée si de grandes puissances commerciales avaient recours à des mesures commerciales unilatérales. C'est pourquoi, en prévision de la prochaine Conférence ministérielle, l'Inde avait diffusé un document sur les mesures commerciales unilatérales (WT/GC/W/123) dans lequel elle insistait tout particulièrement sur le fait que "la stricte et pleine mise en œuvre de l'Accord sur l'OMC exigerait que les Membres de l'OMC non seulement s'engagent à ne jamais recourir aux mesures commerciales unilatérales, mais aussi prennent des mesures immédiates pour modifier leur législation nationale qui, implicitement ou explicitement, autorise de telles mesures". L'OMC était trop importante pour qu'on la confie aux seuls États-Unis et CE. Le différend sur la banane avait montré clairement qu'il incombait à l'ensemble des Membres de l'OMC de s'assurer que les règles étaient respectées.

Selon le représentant du Honduras, lorsque son gouvernement avait fait appel à l'OMC pour mettre fin aux effets dévastateurs, sur l'industrie bananière, de son pays du régime d'importation des CE applicable aux bananes, il savait que la procédure serait longue et complexe. Mais il était convaincu que le Mémorandum contenait des règles claires et précises, non seulement sur la façon de rétablir les droits d'un Membre, mais aussi pour s'assurer que, une fois terminés les travaux du groupe spécial et de l'Organe d'appel, l'adoption de leurs rapports et leur mise en œuvre effective ne puissent faire l'objet d'une manœuvre dilatoire. Malheureusement, il y avait loin de la théorie à la pratique, et le Honduras avait dû renoncer à ses espoirs d'un règlement définitif et rapide. Il avait constaté que l'on pouvait transiger avec les procédures prévues dans le Mémorandum au moyen de diverses manœuvres dilatoires et en y mêlant diverses questions connexes qui avaient seulement pour effet de retarder le règlement d'un différend. Les discussions inutiles à l'ORD ainsi qu'au Conseil général faisaient partie de ces manœuvres dilatoires. De ce fait, une conclusion s'imposait: les procédures et délais prévus pour la mise en œuvre des décisions n'offraient aucune certitude. Le délai raisonnable accordé aux CE pour que leur régime d'importation des bananes soit conforme aux règles de l'OMC était dépassé depuis longtemps, et le délai accordé dans le Mémorandum aux arbitres pour qu'ils statuent sur le niveau de la suspension de concessions proposé par l'un des plaignants était aussi arrivé à expiration. La paralysie quasi totale du système avait été attribuée à de supposées incohérences du Mémorandum. Les tenants de cette opinion se contentaient de donner des réponses simplistes qui nuisaient à la crédibilité du système et qui prouvaient que l'on ne disposait pas d'un système sûr et prévisible. Toute initiative visant à polariser les esprits devrait être assimilée à une tentative pour retarder la mise en œuvre de décisions. La réponse à la crise que traversait le système dépendait des CE. Le Honduras espérait que ces dernières finiraient par se conformer aux règles de l'OMC.

La représentante de l'Indonésie a déclaré que sa délégation était d'accord avec les trois points soulignés par le Directeur général dans sa déclaration et approuvait la déclaration du Canada. Comme

d'autres pays, l'Indonésie s'inquiétait des retombées que le différend avait sur le système. Elle déplorait fortement que, au lieu que les parties s'emploient à trouver une solution convenue d'un commun accord en recourant aux procédures convenues, de nouveaux problèmes étaient apparus qui avaient encore compliqué l'affaire. L'intervenante a rappelé que, aux termes de l'article 22:6 du Mémoire, "les concessions ou autres obligations ne seront pas suspendues pendant l'arbitrage". Toute décision de suspendre des concessions ou des obligations sans l'autorisation de l'ORD constituait une infraction à cette disposition. Sa délégation exhortait toutes les parties concernées de ne pas prendre de décision non nécessaire qui ne ferait que porter atteinte non seulement à leur propre crédibilité, mais aussi à celle du système de règlement des différends, et de continuer à rechercher une solution amiable dans le cadre du Mémoire.

Selon le représentant de la Barbade, son gouvernement était très préoccupé par la décision que les États-Unis avaient prise le 3 mars. Dans une déclaration diffusée le 5 mars, les chefs de gouvernement des pays de la Communauté des Caraïbes avaient déploré cette décision unilatérale des États-Unis et avaient noté, entre autres choses, que cette dernière, prise sans autorisation, était illégale et ne s'appuyait sur aucune des règles de l'OMC. Il existait en droit international un principe bien connu en vertu duquel les États ne pouvaient conclure unilatéralement à l'existence d'une infraction à un accord, ni prendre unilatéralement des mesures correctives ou accessoires. Cette affaire allait plus loin que la question de la banane. La décision des États-Unis nuisait à l'OMC et ébranlait le fondement même du système commercial multilatéral. La Barbade, qui était à la fois une petite économie et un pays en développement, ne ménageait pas ses efforts pour participer d'une manière pleine et entière au système commercial multilatéral. Or, si les Membres de l'OMC laissaient persister une situation où l'anarchie risquait de l'emporter sur les règles du système, non seulement la participation de pays comme la Barbade à ce système serait rendue plus difficile, mais leur survie même s'en trouverait menacée.

Le représentant de la Suisse a déclaré que, depuis le début de cette affaire, sa délégation n'avait eu pour seul souci que de préserver le caractère multilatéral du mécanisme de règlement des différends de l'OMC. C'est pourquoi elle avait approuvé la solution proposée le 29 janvier par le Président de l'ORD. Cette proposition avait pour principal mérite de préserver les droits des deux parties au différend. C'est dans cet esprit que le groupe spécial d'arbitrage établi au titre de l'article 22:6 avait déclaré le 2 mars qu'il n'était pas encore en mesure de statuer sur la conformité des mesures prises par les CE et, en conséquence, sur le niveau de la suspension de concessions. Mais les États-Unis n'avaient pas attendu que les arbitres rendent leur décision finale pour imposer des droits de douane avec effet rétroactif au 3 mars. Dans la pratique, et bien que provisoire, cette mesure avait sur le commerce le même effet restrictif ou presque qu'une mesure définitive. La seule conclusion que l'on pouvait en tirer était que les États-Unis avaient imposé une sanction commerciale contraire aux articles 22 et 23 du Mémoire. La Suisse demandait instamment aux États-Unis de respecter les obligations qu'ils avaient contractées dans le cadre de l'OMC. L'intervenant a insisté sur le fait qu'il incombait aux deux parties de trouver une solution à ce différend, en respectant scrupuleusement le caractère multilatéral du système de règlement des différends; toute autre issue serait préjudiciable à la crédibilité de l'OMC.

Le représentant de la Norvège a estimé que, vu son durcissement, ce différend devait être examiné par le Conseil général. La Norvège s'inquiétait de ce durcissement. De l'avis de la délégation norvégienne, ainsi que le Directeur général l'avait déclaré, le chemin était tout tracé pour un règlement de cette affaire par des voies légales et il convenait que les parties le suivent. Les prochaines consultations joueraient un rôle capital dans cette affaire. Cette situation survenait à un moment où, dans le monde entier, les regards se portaient vers les CE et les États-Unis ainsi que vers l'OMC pour trouver une solution. L'article 5 du Mémoire traitait des bons offices, de la conciliation et de la médiation. Le Directeur général s'était déjà énormément investi dans cette affaire, et il convenait que les deux parties songent à demander l'application d'une procédure plus formelle au titre de l'article 5 pour que les consultations soient plus fructueuses.

Le représentant de la Colombie a déclaré que, vu la nature de la décision des États-Unis et ses conséquences pour la stabilité et le fonctionnement du système commercial multilatéral, ainsi que le fait que cette décision aggravait le conflit entre deux des principaux Membres de l'Organisation, sa délégation avait jugé qu'il était approprié que l'instance suprême de l'OMC entende le point de vue de leurs délégations dans le cadre de cette nouvelle phase du différend sur la banane. Une crise était née des divergences entre les CE et les États-Unis concernant l'intention exprimée par ce dernier pays de prendre des mesures de rétorsion contre les importations communautaires. Après des discussions nourries et les nombreux efforts de conciliation déployés par le Président de l'ORD et par le Directeur général, on s'était entendu, aux termes d'un compromis, pour confier à un organe d'arbitrage la charge d'examiner les faits de la cause et le montant de la rétorsion annoncée par les États-Unis. Le groupe spécial existant étudierait parallèlement le nouveau régime d'importation appliqué par les CE aux bananes. Une trêve avait ainsi pu être conclue, qui avait permis au système multilatéral de remplir sa fonction. Malheureusement, cette trêve avait été rompue alors que le groupe spécial et l'organe d'arbitrage étaient encore en train de délibérer, et on était revenu à l'état de crise qui régnait quelques semaines plus tôt. Ce que voulait la Colombie, c'était défendre le multilatéralisme et faire respecter les règles de droit auxquelles tous les Membres étaient assujettis. La délégation colombienne insistait à nouveau sur l'importance, l'efficacité et la crédibilité de l'OMC, et en particulier du Mémorandum, sa pierre angulaire. La Colombie a vivement recommandé à toutes les parties concernées de s'engager sur la voie d'un compromis et d'un règlement en évitant tout affrontement et toute polarisation des esprits à un moment où les Membres se préparaient en vue de l'ouverture d'un nouveau cycle de négociations.

Le représentant des Philippines a dit que, de l'avis de sa délégation, aucune action unilatérale n'était de mise à l'OMC. Conformément au Mémorandum, l'ouverture de consultations avait été demandée pour mettre fin au désaccord à l'origine de ce différend. Cela prouvait que le système de règlement des différends fonctionnait. Le Mémorandum, qui était au cœur du système de règlement des différends, visait à résoudre les différends d'une manière dépassionnée et sur le fond et non par des débats houleux à caractère essentiellement politique. Les Philippines étaient préoccupées par l'évolution des choses au Conseil général et par ses conséquences. Si un Membre estimait qu'un autre Membre avait enfreint l'Accord sur l'OMC, il convenait de l'encourager à se prévaloir du Mémorandum. Il n'était pas opportun de s'adresser au Conseil général pour obtenir réparation ni même pour faire entendre des griefs auxquels il ne pouvait être répondu qu'en recourant au Mémorandum. Déroger à ces principes porterait atteinte au système de règlement des différends. En attendant une détermination juridique sur l'existence ou l'absence d'infraction, il appartenait au Membre concerné de faire preuve de jugement, de conscience et de bonne foi en renonçant définitivement ou provisoirement à tout acte pouvant être jugé unilatéral; de même, il appartenait à l'autre Membre de faire preuve de jugement, de conscience et de bonne foi en mettant en œuvre correctement les décisions et recommandations pertinentes.

La représentante de la Thaïlande a déclaré que sa délégation avait suivi avec inquiétude les derniers développements de ce différend. Les retombées de cette affaire sur le système étaient plus évidentes que jamais. L'affaire concernait non plus un petit nombre de Membres et un seul produit, mais les intérêts et la responsabilité collective de tous les Membres de l'OMC. La Thaïlande se félicitait des efforts déployés par les deux parties en janvier pour suivre la voie multilatérale en soumettant l'affaire à arbitrage conformément à l'article 22:6. Ces gestes de bonne volonté et de coopération, de part et d'autre, avaient rassuré la délégation thaïlandaise quant à la solidité du système de l'OMC et à sa capacité de répondre même aux situations les plus urgentes. En toute justice pour le système commercial multilatéral, il convenait de laisser les procédures énoncées à l'article 22 suivre leur cours. La Thaïlande approuvait la déclaration du Directeur général et engageait les deux parties à se consulter en toute bonne foi et à trouver une solution constructive dès que possible. Tout retard serait dommageable pour le système commercial multilatéral.

Le représentant de Singapour a dit que sa délégation partageait les sentiments du Directeur général et approuvait ses recommandations. Singapour engageait les deux parties concernées à redoubler d'efforts pour trouver une solution mutuellement acceptable, en conformité avec les règles de l'OMC. Les procédures permettant de régler cette affaire étaient déjà en place. Il avait été convenu lors de la réunion tenue par l'ORD le 29 janvier de laisser les arbitres déterminer si le régime d'importation de bananes des CE respectait ou non les règles de l'OMC, ainsi que le niveau des mesures compensatoires. Cette solution originale, qui regroupait en un seul processus les procédures prévues aux articles 21:5 et 22:6, reposait sur le postulat que toute mesure de représailles ou toute demande de compensation serait conforme aux règles. Singapour s'inquiétait de l'intention annoncée par les Américains de prendre des contre-mesures à effet rétroactif si les arbitres se prononçaient en leur faveur. C'était un fait sans précédent à l'OMC, qui avait de graves conséquences pour le système. La délégation de Singapour a enjoint les deux parties au différend de se conformer aux conclusions des arbitres avec diligence et dans l'esprit du Mémoire. Concernant le rapport entre les articles 21 et 22, Singapour était d'accord avec le Canada sur de nombreux points. Beaucoup de problèmes actuels étaient le résultat de certaines ambiguïtés contenues dans ces deux articles, et il convenait que les Membres s'emploient à clarifier promptement le rapport existant entre les deux.

Le représentant de la Malaisie a déclaré que sa délégation était opposée aux actions unilatérales, lesquelles n'avaient pas leur place à l'OMC. La Malaisie espérait que les parties réussiraient à régler leur différend et que ce dernier n'entraînerait pas la disparition du système commercial multilatéral. Certes, n'importe quel Membre pouvait demander au Conseil général d'examiner toute question qu'il jugeait urgente, mais les discussions répétées que le Conseil général consacrait à cette affaire ne faisaient que nuire au Mémoire et à l'ORD et donner un tour politique à une question qui relevait en fait du droit. Comme d'autres délégations, la Malaisie préconisait que cette affaire soit réglée au sein de l'ORD.

La représentante de Trinité-et-Tobago a déclaré que le Mémoire était un élément essentiel pour la viabilité et la crédibilité du système commercial multilatéral. C'étaient les utilisateurs du système, et en particulier les principaux d'entre eux, qui risquaient de mettre en péril leur propre crédibilité et le système même en ne respectant pas la lettre et l'esprit des règles. La délégation de l'intervenante avait approuvé la tenue de la réunion en cours. Vu la tournure prise récemment par le différend sur la banane - décision unilatérale pouvant créer un précédent préjudiciable au règlement des futurs différends - les choses ne pouvaient plus être les mêmes au sein de l'OMC. Il était important que les Membres puissent confronter leurs points de vue sur la décision prise par les États-Unis, sur son caractère unilatéral et sur ses conséquences pour le système de règlement des différends et le système commercial multilatéral surtout compte tenu du grand nombre de délégations qui s'étaient prononcées contre l'unilatéralisme lors de la réunion de l'ORD en janvier. Le Conseil général se prêtait parfaitement à un tel échange de vues. Ce différend dépassait largement l'affaire de la banane et soulevait des questions systémiques fondamentales auxquelles il fallait répondre. Pour un petit pays en développement qui, de surcroît, ne pourrait jamais imposer sa volonté à aucun des Membres les plus importants ou les plus puissants, la primauté du droit constituait une garantie essentielle d'honnêteté et d'équité, et justifiait que l'on croie et que l'on participe au système, en pleine connaissance des responsabilités, obligations, sacrifices et avantages qui s'y attachaient. Trinité-et-Tobago regrettait que l'on n'ait pas laissé au système le temps de se roder avant de prendre une décision qui échappait aux règles et au cadre de l'OMC. La représentante s'est reportée à la déclaration faite par les chefs de gouvernement de la Communauté des Caraïbes lors de leur dernière réunion au Suriname, dans laquelle ils avaient déploré le caractère précipité, unilatéral et illégal de la décision prise, sans autorisation, par les États-Unis, décision qui contrevenait de manière flagrante aux règles et procédures de l'OMC alors qu'un organe d'arbitrage avait été constitué et que deux autres groupes spéciaux examinaient si le régime d'importation de bananes des CE était conforme aux règles de l'OMC.

Le représentant de l'Australie a rappelé que les CE et les États-Unis avaient fait partie des principaux négociateurs du Mémorandum, qui était censé contribuer à la prévisibilité et à la sécurité du système commercial multilatéral, selon les vœux de l'OMC. Il s'avérait que les règles et procédures de mise en œuvre prévues par le Mémorandum ne satisfaisaient aucune des parties au différend sur la banane et que, pour la plupart, les Membres de l'OMC voulaient que l'on profite du réexamen du Mémorandum pour revoir ces règles et procédures. Les positions affichées par les deux parties risquaient de porter atteinte aux droits des autres Membres de l'OMC, y compris à leur espoir légitime que les règles et procédures énoncées dans le Mémorandum soient appliquées d'une manière prévisible et sûre. L'Australie comprenait bien les frustrations engendrées par les retards, la complexité des procédures et les incertitudes attribuables aux imperfections que comportaient les règles de mise en œuvre. Mais, au stade actuel des discussions, il aurait mieux valu, pour le système, que l'on attende de connaître l'issue des délibérations des groupes spéciaux pour prendre une décision. L'Australie engageait les deux parties à réfléchir aux dommages qu'une nouvelle escalade de leur différend risquait de causer au système de l'OMC.

Le représentant de l'Équateur a dit que, selon sa délégation, cette affaire ne revêtait aucune urgence et n'aurait pas dû être soumise à l'examen du Conseil général. En revanche, il était urgent que les CE acceptent un règlement du différend sur la banane, règlement qu'elles retardaient depuis plus de six ans en recourant à des manœuvres dilatoires. En portant cette affaire devant le Conseil général, elles essayaient de détourner l'attention du groupe spécial qui examinait la plainte de l'Équateur, et la délégation de ce pays craignait que cette tentative ne nuise aux travaux de ce groupe. L'Équateur rejetait l'unilatéralisme, car il était dommageable pour le système de l'OMC et affectait les droits des Membres, notamment ceux des pays en développement. L'Équateur, qui était le plus grand exportateur de bananes, ne pouvait accepter qu'on lui impose un règlement bilatéral conclu entre les CE et les États-Unis, au mépris de ses intérêts et de ses droits.

Le représentant de l'Égypte a déclaré que sa délégation approuvait le point de vue de l'Inde, du Canada, du Japon et de la Corée. L'Égypte redoutait les retombées de ce différend sur le système et avait dit à l'ORD les craintes que lui inspirait la détermination unilatérale de la conformité du régime des CE. Elle était également préoccupée par le fait que des mesures aient été prises récemment sans l'accord de l'ORD. Sa plus grande préoccupation était que les CE et les États-Unis n'avaient pensé qu'à leurs petits intérêts nationaux; or, la délégation égyptienne avait souvent exhorté les deux parties à montrer l'exemple vu qu'elles étaient les premières bénéficiaires du système commercial multilatéral. Elle avait bon espoir qu'elles finiraient par respecter la primauté du droit et qu'elles préserveraient le système commercial multilatéral. Le mécanisme de règlement des différends présentait plusieurs défauts et sa révision en cours n'était pas superflue. L'Égypte regrettait aussi que les pays en développement ne puissent prendre des mesures pour soutenir le système et pour défendre leurs intérêts lorsqu'ils les jugeraient menacés. Il était à espérer que cette question serait abordée pendant le réexamen du Mémorandum.

De l'avis du représentant de la Nouvelle-Zélande, le règlement de tout différend délicat exigeait d'abord de la part des intéressés, notamment des principaux acteurs, qu'ils aient la volonté de trouver une solution qui passe par le respect de la lettre et de l'esprit du système de règlement des différends. En d'autres termes, ils devaient s'abstenir d'aggraver la situation ou de l'envenimer, afin d'aboutir à une solution mutuellement acceptable. La Nouvelle-Zélande souscrivait pleinement à la déclaration du Directeur général, qui était constructive et qui tendait à une solution, notamment à la référence qu'il avait faite à l'importance capitale du mécanisme de consultations bilatérales prévu à l'article 4 du Mémorandum.

Pour le représentant du Brésil, l'importance de l'OMC pour les échanges internationaux tenait à deux principes de force égale: la sécurité et la prévisibilité. Des règles commerciales convenues d'une façon multilatérale étaient, par essence, prévisibles, garantissant ainsi aux commerçants que les règles en vigueur étaient connues de tous et qu'ils n'auraient pas à craindre de changements imprévus

contraires à leurs intérêts. De telles règles commerciales étaient aussi censées leur apporter une sécurité, et ce de deux manières: de par leur prévisibilité même, et du fait que leur fonctionnement et leur application étaient contrôlés par tous les Membres de l'OMC et par un système de règlement des différends multilatéral. Ce besoin de sécurité et de prévisibilité dans les relations commerciales internationales expliquait le succès du GATT et de l'OMC. Mais la situation actuelle démontrait aussi l'extrême précarité de la prévisibilité et de la sécurité apportées par l'OMC, car elles n'existaient que tant que les Membres respectaient les règles et travaillaient de concert pour surmonter les obstacles comme ils s'y étaient engagés. La situation actuelle aurait pu être évitée. Le fait que les règles en vigueur puissent se prêter à différentes interprétations ne justifiait pas que le caractère multilatéral de l'Organisation soit mis en péril. Le mode de fonctionnement de l'OMC n'autorisait pas les décisions unilatérales, contraires aux principes de sécurité et de prévisibilité. La conformité aux règles était essentielle au maintien de la crédibilité du système. Si elle n'était pas crédible, l'OMC ne pourrait assurer ni sécurité ni prévisibilité. Il incombait à tous les Membres de maintenir cette crédibilité en se conformant aux règles. Le moment où cette crise survenait constituait une raison de plus de s'inquiéter. S'il advenait qu'une crise commerciale s'ajoute à la crise financière mondiale, le pire serait à craindre pour tous les Membres. Le principe de décision par consensus, tout aussi indispensable au bon fonctionnement de l'OMC, avait inspiré les Membres lorsqu'il s'était agi de négocier et de faire appliquer des règles multilatérales. Le Brésil était prêt à participer à tout effort tendant à trouver une solution consensuelle au problème. Bien qu'il trouve que le Mémoire remplissait bien son rôle, le Brésil participerait aux débats visant à sa modification si cela pouvait se traduire par plus de sécurité et plus de prévisibilité.

La représentante du Sénégal a dit que, outre les mesures effectivement prises par les États-Unis, il y avait la façon dont elles avaient été prises et les risques qu'elles comportaient pour le système commercial multilatéral. Le système de règlement des différends de l'OMC représentait l'un des acquis les plus achevés et les plus satisfaisants du Cycle d'Uruguay. Il était du devoir des Membres de préserver cet acquis en s'assurant que leurs actes et leurs attitudes soient conformes à la lettre et à l'esprit du système de règlement des différends. Ce système avait d'abord pour objectif non pas de punir les Membres qui contrevenaient à une règle, mais de rétablir l'équilibre lorsqu'il avait été rompu. Il ressortait clairement du cas d'espèce qu'il était possible d'atteindre cet objectif sans recourir aux mesures en cause. Les Membres devaient faire preuve de modération chaque fois qu'il existait une chance, même mince, de trouver une solution multilatérale à un différend. Le problème, c'était l'attitude des Membres, plus que les lacunes du système multilatéral. En l'occurrence, il était à craindre que les droits de pays comme le Sénégal soient gravement compromis par ce différend.

Le représentant de l'Argentine a estimé que les CE et les États-Unis, vu le rôle qu'ils jouaient dans les échanges commerciaux, devaient d'autant plus se mettre en devoir de régler un litige comme celui qui les opposait. Leur différend avait atteint un stade où le système commercial multilatéral ne pouvait plus fonctionner normalement. L'Argentine incitait les deux parties, qui étaient les deux principaux partenaires dans le système commercial multilatéral, à tenir compte des effets dévastateurs que l'accumulation de leurs actions réciproques avait sur ce système. L'Argentine avait déjà dit à l'ORD et à la réunion du Conseil général le 15 février ce qu'elle pensait du différend à l'origine de la situation actuelle. Il convenait que l'ORD autorise la suspension de concessions ou autres obligations conformément à l'article 22:6 et 22:7 du Mémoire, sauf s'il était décidé par consensus de rejeter la demande d'autorisation. Des concessions ou autres obligations ne pouvaient être suspendues unilatéralement. C'est sans aucun doute à l'ORD qu'il convenait d'examiner ce genre de question en suivant les procédures prévues par le Mémoire. Il n'était pas raisonnable de faire intervenir le Conseil général dans cette affaire, d'autant moins que la possibilité n'était pas véritablement donnée aux Membres, notamment aux pays en développement, d'analyser les problèmes particulièrement graves pour la durabilité du système de règlement des différends, de mener des consultations et d'évaluer les différentes solutions possibles.

La représentante de la Côte d'Ivoire a dit que, à maintes reprises, sa délégation avait manifesté son appréhension à l'égard du comportement des États-Unis dans le différend commercial sur la banane. Les faits avaient démontré que ces appréhensions étaient fondées. Compte tenu des consultations et de la procédure d'arbitrage en cours, et vu que le Conseil général penchait en faveur d'une conciliation, la Côte d'Ivoire avait espéré que l'on suspendrait toutes les mesures prises unilatéralement et était donc profondément déçue de voir que cela n'avait pas été le cas. Malgré tout ce qui se passait, la délégation ivoirienne continuait d'espérer que les Membres poursuivraient leurs consultations, car elles étaient un facteur de crédibilité pour le système. Il convenait d'accorder toute l'attention voulue à la déclaration du Directeur général.

Selon le représentant du Venezuela, sa délégation s'inquiétait de voir à quel point on avait outrepassé les limites du système de règlement des différends, situation apparemment imputable à la longueur du débat dont le différend sur la banane faisait l'objet. On avait constaté que le mécanisme de règlement des différends se prêtait par trop à des interprétations, et il était donc urgent d'en combler les lacunes. La délégation du Venezuela, comme beaucoup d'autres, était consciente qu'il fallait remédier aux défauts du Mémorandum. Elle contribuait au processus de réexamen du Mémorandum pour que des améliorations y soient apportées et que, dans l'avenir, il ne puisse être interprété dans un sens contraire à son objectif, qui était d'assurer la prévisibilité et la mise en œuvre des Accords de l'OMC. Depuis quelque temps, des intérêts politiques et économiques avaient pris le pas sur l'intérêt du système, ce qui entraînait une perte de confiance chez les parties à des différends. Ceci était indéniablement en contradiction avec l'esprit et les objectifs du processus. Aucun Membre, même s'il était affecté par les innombrables interprétations auxquelles se prêtait le Mémorandum, ne devait prendre de mesures en dehors du cadre multilatéral et ouvrir ainsi la voie à des actions semblables qui nuisaient à la crédibilité de l'ORD et de l'OMC. Ce serait donner raison aux détracteurs du système qui le soupçonnaient de manquer de vertus.

Le représentant de l'Uruguay a réaffirmé le soutien et l'engagement de son pays à l'égard du système de règlement des différends. Ce système était le seul moyen dont disposaient les petites économies pour défendre leurs intérêts. Il n'était pas acceptable qu'un Membre prenne des mesures unilatérales contraires aux règles, et il n'était pas acceptable non plus qu'un Membre se soustraie aux recommandations et décisions d'un groupe spécial ou de l'Organe d'appel en usant de subterfuges pour prolonger la situation. L'Uruguay, qui approuvait totalement la déclaration du Directeur général et les observations du Canada, espérait que les deux parties au différend entendraient le message qui se dégagerait des débats. L'intervenant a souligné la remarque faite par le Directeur général dans sa déclaration, selon laquelle c'étaient les utilisateurs du système qui risquaient de perdre de leur crédibilité s'ils ne se conformaient pas à la lettre et à l'esprit du système, dont le but premier était de permettre un règlement mutuellement acceptable des différends.

Le représentant de la Jamaïque a associé sa délégation aux déclarations de la Dominique, de Sainte-Lucie, de Trinité-et-Tobago, du Japon, de l'Inde et du Directeur général. La décision prise par les États-Unis le 3 mars méritait une attention spéciale de la part du Conseil général. La Jamaïque n'avait cessé d'engager les États-Unis et les CE à rechercher une solution mutuellement satisfaisante au différend sur la banane, dans le cadre des règles et procédures de l'OMC. Le processus d'arbitrage se poursuivait vu que, le 2 mars, les arbitres avaient demandé des renseignements complémentaires aux deux parties. Pour cette raison, la réunion de l'ORD prévue pour le 3 mars avait été annulée à la demande des États-Unis. Si cette réunion avait été annulée, ce n'était pas pour permettre aux États-Unis de prendre des mesures unilatérales en attendant une décision finale des arbitres. L'action des États-Unis faisait du tort à l'ORD et contrevenait à l'article 22 du Mémorandum. Elle avait de graves conséquences non seulement pour les échanges des CE, mais aussi pour ceux des Membres peu puissants de l'OMC - notamment les pays des Caraïbes - et pour l'OMC en tant qu'organisation multilatérale. L'intervenant a rappelé la déclaration récente des chefs de gouvernement de la Communauté des Caraïbes selon laquelle cette action non autorisée et illégale portait atteinte à

l'Organisation mondiale du commerce et menaçait la survie économique et la stabilité sociale et politique de plusieurs pays des Caraïbes.

Le représentant de Hong Kong, Chine a déclaré que sa délégation, par principe, était opposée aux actions unilatérales. Il convenait d'attendre la décision finale des arbitres, qui ne saurait tarder, pour suspendre des concessions ou pour prendre d'autres mesures ayant un effet sur le commerce. En outre, un consensus semblait se dégager sur la nécessité de traiter en priorité, dans le cadre du réexamen du Mémoire, les ambiguïtés des dispositions pertinentes du Mémoire. La délégation de l'intervenant pensait que tout cela permettrait d'aboutir et de préserver la solidité et la crédibilité du système commercial multilatéral. Elle engageait les parties concernées à suivre cette voie et souscrivait à la déclaration du Directeur général.

Selon le représentant de la Turquie, sa délégation déplorait qu'autant de temps et d'énergie aient été consacrés à un problème qui aurait pu être réglé plus tôt si les parties directement intéressées avaient adopté une position moins intransigeante. De toute façon, ce différend serait résolu dans les prochaines semaines, par les voies légales du système de règlement des différends. La délégation turque partageait le point de vue et les préoccupations du Directeur général, qui avait mis les Membres devant leurs responsabilités. L'affaire était suivie par les organes compétents de l'OMC, et la délégation turque regrettait la tournure prise par la réunion en cours. L'OMC était une institution où la bonne volonté devait être de mise, et il importait que la bonne foi préside à toute décision. Tout bien réfléchi, il n'y avait pas lieu de particulièrement s'inquiéter de sécurité et de souveraineté. L'heure était à la coopération pour créer une économie globale profitable à tous, les Membres devaient être capables de concilier leurs intérêts commerciaux dans le cadre d'un système fondé sur des règles. Pour régler un différend, chaque Membre de l'OMC devait s'efforcer d'épuiser tous les moyens légaux disponibles avant de recourir à des actions unilatérales. Les mesures de rétorsion ne devaient être employées qu'en dernier ressort. Certes, cette possibilité était prévue par les règles en vigueur, de même que la possibilité d'un vote. La mesure prise par les États-Unis inquiétait la Turquie bien que les États-Unis aient clairement déclaré que leur décision était provisoire et que l'entrée en vigueur de la mesure était subordonnée à la décision des arbitres. Il y avait consensus au Conseil général pour estimer que les articles 21:5 et 22 du Mémoire n'étaient pas assez éclairants pour régler ce différend. Ces articles contenaient certains passages ambigus qui prêtaient à différentes interprétations et qu'il faudrait peut-être modifier. L'ORD tenait le 16 mars une réunion informelle concernant le réexamen du Mémoire en vue précisément de s'occuper de certaines ambiguïtés relevées dans ces articles. La Turquie aurait préféré que les États-Unis attendent que le groupe spécial initial ait pris une décision et que les arbitres aient rendu leur verdict. Le temps ainsi perdu aurait été compensé par les avantages qui auraient résulté d'un renforcement de l'efficacité du système de règlement des différends et d'une consolidation de l'OMC en tant qu'institution internationale originale et novatrice. Les arguments juridiques avancés par les parties étaient sans commune mesure avec la perspective d'un tel résultat.

La représentante de Chypre a déclaré que le système de règlement des différends intéressait chacun des Membres de l'OMC. Son gouvernement apportait un soutien réel et indéfectible aux procédures négociées et convenues, qui donnaient indubitablement à l'ORD une dimension multilatérale et fondée sur des règles précises. Sa délégation réaffirmait que toute action unilatérale devait être évitée si l'on voulait que l'OMC demeure une organisation digne de confiance et crédible, respectueuse de ses propres décisions et garante des intérêts de tous ses Membres.

La représentante des États-Unis a dit regretter que certains des points de vue qu'elle venait d'entendre n'aient pas tenu compte des faits ou se soient appuyés sur des hypothèses fausses. Les représentants des CE et d'autres pays avaient parlé "d'urgence". S'il y avait bien quelque chose d'urgent, c'était de répondre aux besoins de Membres de l'OMC, dont les États-Unis, qui attendaient depuis sept ans que les CE adoptent un régime d'importation de bananes conforme à leurs obligations internationales. Les CE avaient dit qu'elles avaient changé leur régime à plusieurs reprises au cours

des sept années, mais il n'en restait pas moins que, après chaque changement, il avait été constaté que leur régime d'importation n'était toujours pas conforme à leurs obligations. Aucun organe de règlement des différends, que ce soit du GATT ou de l'OMC, n'avait jamais donné de visa de conformité aux CE à cet égard. Deuxièmement, au titre de l'article 22 du Mémoire, les États-Unis étaient en droit d'attendre une décision arbitrale d'ici au 2 mars 1999. Beaucoup de délégations avaient cité la dernière phrase de l'article 22:6, mais avaient omis de mentionner l'obligation énoncée à la phrase précédente de ce même article, qui disait que l'arbitrage "sera mené à bien dans les 60 jours suivant la date à laquelle le délai raisonnable sera venu à expiration". Il fallait lire ce paragraphe dans son intégralité. On ne pouvait sortir telle ou telle phrase de son contexte pour la rapporter à un cas particulier. Vu le mal que les CE s'étaient donné pour éviter un arbitrage et vu leur conduite pendant la procédure d'arbitrage, il n'était pas étonnant que les arbitres aient eu de la difficulté à remplir leur mission dans les délais. Or, le Mémoire ne prévoyait aucune prorogation de ce délai. Les États-Unis se plieraient à la décision des arbitres et respecteraient les règles, mais, entre-temps, ils préserveraient leurs droits. Troisièmement, contrairement aux affirmations de la Dominique, les États-Unis n'avaient pas suspendu de concessions pendant la procédure d'arbitrage au mépris de ce qui était dit dans la dernière phrase de l'article 22:6. Ils avaient simplement différé les liquidations en douane, c'est-à-dire qu'ils avaient décidé de ne pas imposer de droits supplémentaires dans l'immédiat. Telle était la réalité, même si l'on avait prétendu qu'il y avait suspension *de facto* de concessions. Par ailleurs, les États-Unis avaient précisé que toute mesure qu'ils pourraient être amenés à prendre respecterait la décision des arbitres. La représentante a demandé comment on pouvait les accuser de se placer en dehors des règles de l'OMC. Enfin, les CE avaient déjà demandé que l'on procède à des consultations pour régler ce différend et tout autre Membre ayant un intérêt substantiel dans l'affaire pouvait y participer. Quel but les CE avaient-elles donc visé en convoquant tous les Membres de l'OMC à une réunion du Conseil général pour leur présenter une version déformée des faits? En quoi cela était-il urgent? En quoi la plainte des CE se distinguait-elle des autres plaintes traitées de la façon habituelle dans le cadre du système de règlement des différends, dont plusieurs étaient liées à des mesures effectivement prises par des Membres pour bloquer des échanges d'une valeur de plusieurs millions ou milliards de dollars? Certes, la rencontre s'était bien déroulée, mais on ne pouvait dire que le temps des Membres y avait été utilement employé.

Beaucoup de Membres avaient encouragé les États-Unis et les CE à poursuivre leurs négociations. Les États-Unis avaient engagé des négociations avec les CE récemment et leur avaient demandé d'accorder tout le sérieux nécessaire aux consultations menées non seulement avec les États-Unis mais aussi avec les autres pays plaignants du G-5 et Panama. Les États-Unis avaient adressé aux CE des propositions qui pouvaient déboucher, pour les pays ACP, sur un régime d'importation de bananes conforme aux règles de l'OMC. L'intervenante a précisé que les États-Unis n'étaient pas opposés à un régime préférentiel quel qu'il soit ni à l'idée qu'il fallait accorder des préférences à beaucoup de ces pays. Les États-Unis eux-mêmes avaient des programmes préférentiels en faveur des pays des Caraïbes. Mais les CE devaient négocier un régime de préférences qui soit conforme aux règles de l'OMC. Les États-Unis n'avaient jamais dit que des préférences ne pouvaient être accordées, mais qu'il fallait qu'elles respectent les dispositions de l'OMC. La délégation des États-Unis savait gré aux représentants qui avaient dit que l'OMC avait encore beaucoup à faire dans de nombreux domaines. Les États-Unis se réjouissaient d'accueillir la prochaine Conférence ministérielle à Seattle et d'œuvrer avec les autres Membres à la réalisation des tâches nécessaires à la prospérité mondiale, c'est-à-dire à la croissance des marchés. Pour assurer la prospérité mondiale, on avait besoin d'une organisation comme l'OMC et des règles fixées par elle, mais l'application de ces règles ne pouvait se faire de façon sélective. L'intervenante regrettait que les États-Unis aient dû en arriver là pour préserver leurs droits. Dans cette affaire, il importait de trouver une solution qui conserve son intégrité au système commercial multilatéral. Les États-Unis, qui s'étaient investis dans ce système, avaient respecté trois décisions qui avaient été prises contre leur intérêt au cours de procédures de règlement de différends et qui les avaient même obligés à modifier leur réglementation intérieure. On attendait encore des CE qu'elles jouent le jeu du système. Elles s'étaient servies du système à des fins dilatoires et avaient elles-mêmes agi unilatéralement en ne proposant pas aux

États-Unis de mettre sur pied de concert un régime d'importation de bananes conforme aux dispositions de l'OMC.

Pour le représentant des Communautés européennes, il y avait une différence entre les déclarations des États-Unis et leurs actes. Dans les faits, les États-Unis avaient pris, sans y être autorisés par l'ORD, une décision qui n'obéissait pas aux règles. La question était de savoir si les États-Unis étaient en droit d'invoquer l'article 22 et de mettre leur décision à exécution. Au moins une délégation avait signalé que le délai de 60 jours prévu n'avait pas de caractère obligatoire. L'article 17:5, relatif à l'Organe d'appel, disait que, "en aucun cas, la procédure ne dépassera 90 jours". Or, d'après ce que le représentant avait observé dans certains cas, il était arrivé que le rapport de l'Organe d'appel soit adopté après 90 jours sans pour autant que quiconque l'ait jugé non valable ou ait considéré que l'Organe d'appel avait outrepassé ses pouvoirs. L'intervenant était convaincu que les arbitres reconnaissent que ces délais n'étaient qu'indicatifs, auquel cas, la décision prise par les États-Unis le 3 mars perdrait toute justification.

Puis le représentant des CE a formulé les deux observations suivantes, qui s'appuyaient, a-t-il dit, sur des faits. Premièrement, concernant la question de savoir si les États-Unis avaient ou non suspendu une concession, il était clair qu'ils avaient effectivement suspendu une concession ou une obligation au sens où l'entendait l'OMC, même s'ils n'avaient relevé aucun droit de douane. Cela ne pouvait être nié car, en procédant à un report des liquidations en douane, ils empêchaient des importateurs d'accéder à leur marché au taux consolidé en vigueur et dans des conditions qu'ils étaient normalement en droit d'attendre. La suspension des liquidations en douane était discriminatoire; par conséquent, les États-Unis n'appliquaient plus la clause NPF à toutes les importations. L'article 22:6 disait explicitement que cette façon de procéder était interdite pendant la durée d'un arbitrage. Deuxièmement, on avait fait grand cas du fait que les CE avaient demandé la tenue de consultations. Or, il ne faisait aucun doute que c'était une procédure qui prendrait du temps et que, lorsque les consultations commenceraient, on connaîtrait l'issue de l'arbitrage et la situation serait entièrement différente. Certains avaient déclaré qu'il n'y avait pas d'urgence en la matière; s'il n'y avait pas lieu d'engager un débat en urgence alors qu'un Membre principal avait délibérément enfreint les règles et pris une décision unilatérale avec tous les précédents que cela entraînait, quand donc y aurait-il lieu de le faire? C'était une question très importante pour l'Organisation et pour son avenir, et il importait de connaître l'avis des Membres à son sujet. Concernant l'argument avancé par les États-Unis selon lequel ils s'étaient conformés à plusieurs décisions dans le cadre du règlement de différends, il convenait de dire que ces affaires remontaient beaucoup plus loin dans l'existence du Mémorandum, et que les États-Unis n'avaient pas eu à modifier leur législation pour mettre en œuvre les recommandations. Les CE avaient perdu une première fois dans le différend sur la banane à l'automne 1997, mais avaient modifié leur régime dans le délai de 15 mois prescrit, décision qui avait pourtant profondément froissé certaines sensibilités politiques et engendré d'importants problèmes contractuels. Malgré cela, les États-Unis avaient fait croire à la presse et au Congrès que rien n'avait été fait. Pour le représentant des CE, la réunion avait été utile et avait montré que la position des CE recevait de nombreux appuis.

Tous les intervenants ont remercié le Directeur général de sa déclaration.

Le Président s'est dit satisfait de ces discussions, qui avaient porté sur une question complexe et grave, et il a remercié de nouveau le Directeur général pour sa déclaration.

Le Conseil général a pris note des déclarations.
